

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/167

25 avril 1996

(96-1560)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

## QUESTIONS CONCERNANT LA NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE PAR L'AFRIQUE DU SUD<sup>1</sup> AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

La Mission permanente de la Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 17 avril 1996.

### 1. Conditions auxquelles des mesures de sauvegarde peuvent être appliquées

Conformément à l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes, une mesure de sauvegarde ne peut être appliquée que s'il existe des conditions de nature à causer ou menacer de causer un dommage grave ["serious injury"] à la branche de production nationale.

Toutefois, l'article 55 de la Loi sur les douanes et les droits d'accise prescrit "... un droit de sauvegarde en cas de concurrence préjudiciable ainsi définie ..." et l'article premier de la Loi sur le Conseil des droits de douane et du commerce définit la "concurrence préjudiciable" comme étant "l'exportation ... en quantités et dans des circonstances qui entraînent ou risquent d'entraîner un préjudice grave ["material injury"] pour des branches de production établies ... ou bien qui risquent de retarder la création de branches de production dans la République ...".

Ces conditions semblent autoriser un recours excessif à des mesures de sauvegarde.

*Quelles explications l'Afrique du Sud peut-elle donner à ce sujet?*

### 2. Mesures de sauvegarde provisoires

*L'article 57A de la Loi sud-africaine sur les douanes et les droits d'accise prévoit l'imposition d'un paiement provisoire lié à un droit antidumping ou compensateur. Cette disposition pourrait-elle s'appliquer mutatis mutandis à une mesure de sauvegarde?*

### 3. Questions générales

Il semble que la réglementation sud-africaine en matière de sauvegardes dans son ensemble présente des lacunes dans certains domaines par rapport à l'Accord sur les sauvegardes. Plus précisément, les points suivants, qui sont essentiels pour la mise en oeuvre de la réglementation sur

---

<sup>1</sup>G/SG/N/1/ZAF/1.

les sauvegardes, ne sont jamais mentionnés ou le sont d'une manière qui donne amplement matière à une interprétation arbitraire.

*Comment les autorités sud-africaines traiteront-elles les questions techniques suivantes:*

- *durée des mesures de sauvegarde;*
- *prorogation et nouvelle application des mesures de sauvegarde;*
- *application de mesures de sauvegarde provisoires?*